Jusqu'ici tout va bien

▪ Le texte d'analyse que nous publions ci-après est repris du site Plateforme d'enquêtes militantes[1], dont le travail de décryptage des nouvelles formes de radicalité sociale, est, comme celui d'Acta-zone[2], digne d'être salué. Posté, le 29 décembre, sous le titre « Grévolution : 1er round d'une grève généralisée », il s'attache à démontrer en quoi, au bout de trois semaines et sans signe d'essoufflement, l'actuel et déjà historique mouvement social de mobilisation et de grève contre le démantèlement néolibéral autoritaire du système des retraites, se situe, par ses pratiques, formes d'action et processus de décision, dans le clair prolongement de celui des Gilets jaunes qui, depuis plus d'un an, rebat toutes les cartes de la contestation sociale. Et c'est bien là la grande nouvelle de ce début d'année : la convergence a bien eu lieu et son dépassement est en cours dans l'infinie réinvention d'une résistance conjuguée et sans limites à l'ordre de la marchandisation et de son monde. Vive la grève ! – *À contre-temps.*

Depuis trois semaines, la France est traversée par un mouvement général de grève de très grande ampleur. Si cette grève est aussi forte, c'est parce qu'elle ne se contente pas de puiser dans le répertoire classique de la mobilisation sociale. Ce mouvement de grève s'appuie sur une année de lutte incroyable avec les Gilets jaunes. Mais il s'appuie aussi sur la radicalité du mouvement contre la loi Travail en 2016 et 2017 et sur la bataille des cheminots et des étudiants en 2018 – autant de combats dont les échecs sont peut-être en train d'être dépassés et dont certaines réussites se sont finalement consolidées. Comme le soulignait très justement une gréviste de la RATP lors d'une AG à Saint Lazare : « La référence c'est pas 1995 ou autre chose, la référence c'est 2019 ! »

En condensant une multitude de révoltes, ce mouvement redonne du souffle à une diversité de pratiques et de mots d'ordre globaux qui se sont renforcés jour après jour plutôt que de se limiter à une offensive par semaine ou par mois. La lutte est en cours et beaucoup de choses restent encore à imaginer et à construire. Mais dans un contexte européen en crise, il faut souligner l'ampleur de ce que suscite le cas français, par couches successives, en termes de production de contre-pouvoirs aux politiques néolibérales et autoritaires. C'est ça l'enjeu de l'affrontement, qui assume de plus en plus une portée historique, se situant bien au-delà du cadre national.

[1] http://www.platenqmil.com/apropos
[2] https://acta.zone/

Contre la réforme des retraites et son monde

En France, où l'État-providence subit des attaques de plus en plus dures mais où les luttes sociales ont pu ralentir les processus de néolibéralisation, seulement 2% de la population s'engage dans une assurance-retraite privée. Dans le reste du monde occidental et notamment dans les pays anglo-saxons, les fonds de pension accaparent des compléments par capitalisation considérables[3]. On comprend donc pourquoi l'architecte de la réforme actuelle est un personnage comme Jean-Paul Delevoye, un « haut »-fonctionnaire dont le cumul de mandats et les salaires à cinq chiffres ont fait un tel scandale qu'il a dû démissionner. Il touchait notamment des revenus en provenance des assurances, lesquelles attendent avec impatience l'ouverture de ce marché très profitable et sous-développé que forment nos années de vieillesse. Un exemple typique qui montre bien le caractère structurel de la corruption à l'âge du néolibéralisme autoritaire.

Cette réforme vise en effet à détruire un système de retraite basé – malgré toutes ses limites – sur le principe de la solidarité intergénérationnelle et interprofessionnelle. C'est une réforme systémique – avec le passage d'un système de rétribution à un système contributif – et une réforme paramétrique – qui introduit l'âge pivot en allongeant la durée de cotisation. Pour antisociales qu'elles étaient, les autres réformes mises en œuvre depuis 1993 n'avaient pas modifié les assises du système des retraites. Sous prétexte de simplifier le régime en vigueur, le monstre sorti du chapeau de Macron gomme le système à prestations définies (avec la garantie légale d'un taux de remplacement du salaire ou du revenu d'activité) pour le substituer par un système où seules les cotisations à verser restent définies (sans savoir exactement à quel niveau effectif s'élèvera véritablement la retraite, à cause de la volatilité de la valeur des points).

Jusqu'à présent, le système de retraite a toujours fait l'objet d'un débat politique sur la question de l'augmentation de la part de la richesse produite par la société qui est allouée aux pensions. Le débat portait donc sur l'alternative entre l'augmentation des cotisations ou l'âge du départ, mais aussi sur la question de l'égalité des niveaux de vie pendant la vie active, puis une fois à la retraite. Le système par points permettra d'évacuer ce débat politique en proposant une gestion purement économico-budgétaire du système de retraite. Cette volatilité est un point politique fondamental : profon-

[3] Sur les 11 milliards de patrimoine des ménages en France, plus des 2/3 vont dans le patrimoine immobilier, 1,5 milliard dans les comptes épargnes et assurances-vie et 1,3 milliard seulement sont dirigés vers les dispositifs actuels d'épargne-retraite : le potentiel pour développer le marché des fonds de pension est donc immense. Dans l'immédiat, toutefois, la réforme par points ouvrira surtout à ces fonds les très hauts revenus. En entraînant la disparition des cotisations pour les revenus supérieurs à 10 000 euros par mois, cette réforme permettrait à des institutions telles que Black Rock ou BNP Paris-Bas Asset Management d'attirer 3 milliards d'euros issus des 300 000 ménages les plus riches de France. Sur la réforme elle-même, la France s'apprête ainsi à faire ce que les États-Unis ont réalisé il y a 45 ans avec la loi ERISA : le passage d'un système de retraites à contributions définies à un système à prestations définies. Il faut cependant souligner une différence : alors que le système par capitalisations subordonne les contributions aux aléas des marchés financiers – et depuis 2008 l'on sait à quel point ces aléas peuvent s'avérer littéralement ruineux pour bon nombre de retraités –, la réforme française en l'état actuel les subordonnerait au bon vouloir du gouvernement en fonction de l'état des comptes publics. Bref, ces contributions joueraient le rôle qu'une main-d'œuvre en CDD occupe dans une entreprise commerciale : une variable d'ajustement de l'Entreprise France.

dément anti-démocratique, elle instaure une incertitude totale sur les droits dont chacun pourra bénéficier à sa retraite, droits qui dépendront du bon vouloir des technocrates d'État.

Comme si ça ne suffisait pas, Macron a voulu tenter le tout pour le tout en proposant, en même temps, une modification du calcul des pensions. Pour le moment, la plupart des retraites sont calculées en tenant compte des 25 meilleures années de carrière, ce qui permet de lisser (un peu) les années de galère, de petits boulots, de chômage ou de temps partiel. Mais avec la réforme, c'est l'ensemble de la carrière qui sera pris en compte. Selon les différentes estimations, chacun va y perdre 10%, 20%, voire 30% et plus de pension par mois. Pour les précaires et les femmes en premier lieu, c'est un véritable massacre. Si on ajoute à ça l'allongement du temps de travail, on constate que la question des retraites est vraiment un enjeu de vie ou de mort. Avec l'âge pivot à 64 ans, celles et ceux qui n'ont pas travaillé non-stop, pour des raisons diverses, bosseront jusqu'à 65, 66, 67 ans pour toucher des retraites correctes. Sauf que 67 ans, aujourd'hui, c'est la moyenne d'espérance de vie en bonne santé d'un ouvrier…

Cette réforme des retraites s'inscrit ainsi dans le sillon des lois qui ont effrité le modèle social à la française depuis l'intronisation de Macron : loi Travail I et II, réforme du bac, sélection à l'université (ParcourSup), réduction des APL, réforme du chômage, etc. Toutes ces transformations forment un ensemble ; elles font système. Un système punitif qui vise à reconfigurer en un sens privatiste et autoritaire les institutions du *welfare state*. L'objectif politique primaire de ces dispositifs consiste en effet à discipliner davantage les temps de vie à travers l'instauration de mécanismes de prime et de punition, à détériorer encore plus les conditions de travail et à saper définitivement les marges de négociation des travailleurs. Autrement dit, à l'image des réformes austéritaires introduites dans d'autres contextes nationaux (Grèce, Italie, Espagne, etc.), il s'agit de flexibiliser les modalités d'entrée, de permanence et de sortie du marché de travail afin de mieux gouverner le cycle entier de la reproduction sociale. Des enjeux fondamentaux donc, qui nécessitent un mouvement d'ampleur.

Réinvention de la grève et gilet-jaunisation de masse

La dimension de la grève enclenchée le 5 décembre a été historique, autant dans le public que dans le privé. La même portée, voire plus selon les secteurs, que celle du mouvement de 1995 qui avait fait reculer Juppé et son projet d'allongement de la durée de cotisation. La situation sociale et politique est pourtant tout à fait différente. Après trois lourdes défaites (loi Travail I et II en 2016-2017, puis casse du rail en 2018), le mouvement syndical ne semblait plus en mesure d'obtenir de grandes victoires en dehors du cadre restreint des entreprises. Le soulèvement des Gilets jaunes, aussi imprévu que puissant, donnait l'impression d'acter ce basculement – voire de le renforcer du fait de la critique radicale des centrales qu'il a portée –, mais il semblait pourtant s'affaiblir après une année de soulèvement continu. Au lieu d'un « essoufflement » mutuel, c'est un regain de lutte qui s'est produit, en mixant des formes traditionnelles du mouvement ouvrier avec un « effet jaune » d'offensivité, de créativité et d'ouverture des thématiques de luttes, le tout construit à partir de l'auto-organisation et de la redéfinition des formes d'être ensemble et de militer. Un grand mouvement de démocratie

directe qui n'a pas échappé aux médias mainstream eux-mêmes, lesquels se sont mis à parler de « gilet-jaunisation du conflit ».

Les chiffres de la grève sont impressionnants. Aucun autre contexte national en Europe ne donne à voir une telle disponibilité à arrêter le travail et à protester contre la gestion néolibérale de la crise. Les agents de la RATP et celles et ceux de la SNCF, réunis en intersyndicale, croisent les bras depuis trois semaines et poursuivent pendant les fêtes de Noël. Les grévistes de ces deux secteurs clés, combatifs, produisent actuellement un véritable blocage du réseau métropolitain en Île-de-France et un ralentissement considérable des circulations partout ailleurs. Très importantes, également, les grèves dans l'énergie : électricité, pétrole et nucléaire. Dans ces secteurs stratégiques la grève a été très suivie : 80% dans certaines centrales nucléaires, 44% du personnel EDF et 7 raffineries sur 8 bloquées, ainsi que 12 dépôts pétroliers. Plusieurs grosses usines de pétrochimie ont également été mises à l'arrêt, comme à Lavéra où la reconductible a été votée à plus de 80%. La grève du 5 décembre a aussi été forte dans le transport aérien (avec l'annulation de 30% des vols), dans l'enseignement (autour de 75% dans toute la France), dans la fonction publique (environ 32%) et dans le secteur hospitalier (16%). Grosse présence des pompiers également, dont les pétards ont rythmé les marches. Cette dynamique tient depuis trois semaines et pourrait se relancer encore après la période des fêtes.

Redoutables aussi les chiffres des manifestations : plus de 250 sur l'ensemble du territoire français, avec 1,5 million de personnes mobilisées le 5 et 1,8 million le 17 décembre, ce à quoi il faut ajouter d'autres journées de manifestation, plus modestes mais tout aussi significatives. Dans ces cortèges – animés par des salariés, des précaires, des chômeurs, mais aussi des étudiants, des lycéens, des Gilets jaunes et des groupes écologistes et féministes – les chants et les revendications syndicales se sont mélangés avec ceux des Gilets jaunes : du « Macron démission » au « Révolution ! Révolution ! », le soulèvement du 17 novembre 2018 a désormais affecté les imaginaires du conflit dans de vastes strates de la population. Autre effet jaune réjouissant, salué par Philippe Martinez lui-même : des manifs réunissant quelques centaines à quelques milliers de personnes ont eu lieu dans de nombreuses petites villes et dans des villages. Des péages ont aussi été bloqués et des ronds-points occupés ou réoccupés dans différents lieux.

Ces deux grandes journées se sont articulées avec les actes du samedi portés par les Gilets jaunes et parfois relayés par des bases syndicales. Nous l'avons vu dans l'acte 59, dédié au « ralliement général ». Le dernier acte avant les années 20 aura commencé devant la Bourse de Paris à 11h. Depuis le début de la grève, certaines bases syndicales s'impliquent dans les actes du samedi, mais la journée de samedi 28 décembre a constitué une véritable jonction : des Gilets jaunes de partout en France ont répondu à l'appel des grévistes qui n'accordent à Macron aucune trêve pendant les vacances de fin d'année. Le choix de cette date a réinvesti l'intelligence tactique des Gilets jaunes acquise pendant les premiers actes de 2018 pour tenir face à la police tout en restant dynamiques, notamment rue du Renard où l'ambiance de barricades dans une atmosphère de fête populaire rappelait le climat insurrectionnel de décembre 2018.

La question de l'effet jaune dans la grève n'est donc pas seulement une question d'inventivité et de rencontres, mais aussi et surtout d'extension de la lutte et de sa temporalité à celles et ceux qui ne luttaient pas ou plus. De

ce point de vue, les mobilisations du samedi sont peut-être à renforcer et à amplifier, le choix du week-end étant un fantastique vecteur de politisation de masse de celles et ceux pour qui s'organiser au taf est très difficile, voire inconcevable, d'autant plus que les pertes de salaires d'une grève longue sont intenables pour beaucoup de monde. À ce propos également, la convergence du mouvement de grève en cours avec les travailleurs les plus atomisés reste encore à construire, parce que se mettre en grève dans les start-up, dans les secteurs où règne le précariat ou dans les boites où les patrons exercent leur commandement en toute liberté, c'est de plus en plus dur.

Amplifier la grève : extension du répertoire d'action

En appui à la grève et pour amplifier son effet déjà massif, une incroyable myriade d'actions de blocage s'est déployée sur tout le territoire, à des niveaux d'intensité inédits. De très nombreuses bases logistiques ont été bloquées, la plupart des grands ports ont connu de grosses perturbations, des usines ont temporairement été mises hors d'état de nuire et des barrages plus ou moins filtrants ont essaimé sur les périphériques, les rocades, les ronds-points et les péages. De nombreuses universités et un nombre impressionnant de lycées ont également fait blocus, dès les premiers jours du mouvement. S'inspirant du mouvement écologiste, des Gilets jaunes, des syndicalistes, ou les deux, ont envahi des grands centres commerciaux, symboles par excellence de la consommation productive et des nouvelles logiques d'exploitation du capitalisme. En Île-de-France, les centrales de bus RATP – dont les agents, plus précaires, ont plus de difficulté à se mobiliser – ont fait l'objet d'un combat acharné chaque matin à l'aube, réunissant plusieurs centaines de soutiens, réparties sur sept ou huit blocages de dépôt.

Devant ces nœuds stratégiques pour la mise à l'arrêt de la production comme de la circulation des marchandises, ce sont des enseignants, des hospitaliers, des précaires, des chômeurs… mais aussi des étudiants, des lycéens, des écologistes, des Gilet jaunes (avec ou sans gilet d'ailleurs), qui se donnent régulièrement rendez-vous. C'est donc un véritable refus de la sectorisation de la lutte qui inaugure chaque journée de mobilisation, autour d'un feu de palettes et d'un café serré. Preuve qu'il s'agit d'un enjeu stratégique : la répression s'est aussi intensifiée sur ces piquets de grève et les affrontements commencent désormais dès 5 heures du matin. À coup de gaz lacrymogènes et de matraque – mais aussi de LBD pour les lycées –, les forces de l'ordre tentent de briser la détermination des grévistes, sans y parvenir. Fait rare dans l'histoire des mouvements sociaux, mais qui rappelle l'histoire récente des Gilets jaunes, ce processus alimenté par le bas, sur la base du principe d'horizontalité, ne connaît pas de trêve pendant les vacances de Noël.

Si le répertoire d'action s'est déployé sur une ampleur inédite, les formes de l'action directe ont aussi dépassé les contours habituels et ont démontré le potentiel d'offensivité des grévistes. Chez EDF par exemple, les comités de mobilisation ont provoqué un nombre considérable de coupures de courant sur des points stratégiques comme des entrepôts Amazon, des mairies ou des préfectures. Le 25 décembre, des centaines de milliers de foyers (500 000 en Île-de-France) ont pu profiter d'une baisse de tarif sauvage. Côté écolos, le sabotage de trottinettes s'est répandu comme un réflexe face à ces engins briseurs de grève, hautement polluants et rechargés par des sous-prolétaires. À proximité de Rennes, les salariés de l'entreprise Remade, qui menace de fermer ses portes, se sont mis à écraser des milliers d'i-phone en signe de

menace. À Paris, des manifs ont été appelées par les bases SNCF et RATP, hors confédérations, avec des envahissements de gares et des blocages des lignes de métro automatisées. Une extension du répertoire d'actions qui rappelle d'une certaine manière les processus observés pendant les grandes grèves de 1936 et 1968.

C'est aussi un dépassement des frontières intersectorielles qui est à l'œuvre dans la mise en place des caisses de grève et pour leur autogestion démocratique. On peut y voir une autre forme de la dimension néo-mutualiste propre aux conseils de la Résistance dont est historiquement issue la Sécurité sociale. Ces caisses permettent non seulement d'ancrer dans la durée le mouvement, mais aussi de garder la grève aux mains des grévistes. Le cadeau de Noël idéal de cette année serait donc un don sur l'une des multiples caisses de grève intersectorielles, petites ou énormes[4]. Et pour la transition annuelle du réveillon (rebaptisé « gréveillon »), de nombreuses fêtes de soutien s'organisent d'ores et déjà, puisqu'on ne fait pas la révolution sans danser. Tout comme les assemblées locales, ces caisses de grève outrepassent de plus en plus les limites corporatistes tout en instituant une forme de contre-pouvoir autonome par rapport aux centrales et aux fédérations syndicales.

En définitive, si la force des organisations syndicales traditionnelles n'est plus celle de 1995, la créativité et la multiplicité des pratiques de lutte mises en œuvre dans les dernières semaines témoigne d'une véritable réinvention de la grève face aux défis du capitalisme contemporain. Une réinvention qui passe par la diffusion des logiques et des pratiques d'action des Gilets jaunes, qui attaque les nœuds de la circulation et de la reproduction de la société et qui exprime un antagonisme inséparable des formes d'organisation autonomes et horizontales.

Auto-organisation reconductible

Si cette grève a pu prendre un aspect si particulier, c'est aussi en raison des formes d'auto-organisation sur lesquelles elle s'appuie. Pendant ces trois semaines, ce sont bien les grévistes qui ont pris les rênes du mouvement en décidant collectivement de sa puissance et de sa forme. Des AG interprofessionnelles ont fleuri partout sur le territoire, sous l'impulsion des secteurs les plus mobilisés, mais ouvertes plus largement à tous les grévistes, aux Gilets jaunes et à d'autres composantes. Dans de nombreux cas, ces AG sont devenues des véritables assemblées locales, voire des assemblées de quartier où les discussions excédent largement le cadre de la réforme des retraites. Comme c'était le cas avec les Gilets jaunes, la proximité – spatiale et affective – se révèle être une dimension incontournable et décisive.

En dépassant dans beaucoup de cas les catégories socio-professionnelles, mais aussi parce que la grève massive des transports reconfigure l'espace métropolitain, les personnes mobilisées se retrouvent à l'échelle locale, sur les territoires et dans les quartiers, pour se confronter tous les jours, échanger sans cesse et mettre en place des actions de différente nature, en pratiquant au quotidien la démocratie directe. Ces assemblées posent la question des liens entre les secteurs, des liens entre les thématiques de lutte et finalement du lien social tout court. Pour le dire autrement, elles posent des enjeux dé-

[4] Voir, sur le site de Paris luttes-info, « Ancrer la lutte dans la durée : toutes les caisses de grève de la région parisienne » :
https://paris-luttes.info/ancrer-la-lutte-dans-la-duree-13089?lang=fr

mocratiques avec en ligne de mire – même si ce n'est pas toujours formulé – le renversement d'un régime (macroniste) détesté.

Le thème des retraites est trop restreint pour contenir toutes les colères, mais c'est un bon appui pour élargir le cadre des discussions en AG. La question de la retraite des femmes est notamment un enjeu majeur et le mouvement féministe est une force sur laquelle il faudra compter. Les mobilisations massives contre les violences sexistes du 23 novembre ont enclenché une vague qui imprègne déjà le mouvement des retraites, comme le montre les chants chiliens entendus dans le cortège de tête : « El Estado opresor es un macho violador[5]. » Sur ce point en particulier, le discours du Premier ministre Édouard Philippe est une véritable déclaration de guerre. Autre front de lutte en mesure de réchauffer les cortèges : l'écologie et ses ramifications multiples. Ces dernières semaines, plusieurs collectifs ont pris position sur la réforme des retraites pour souligner les liens fondamentaux entre modèle productiviste, allongement du temps de travail et perte des temps hors travail. Bref le possible renforcement de ces dynamiques laisse entrevoir un début d'année explosif.

C'est aussi la force de ces assemblées qui a donné un autre aspect au cortège de tête des manifestations, avec des pratiques moins offensives mais une composition plus hétérogène et beaucoup plus massive. Au premier rang de ces cortèges de plusieurs dizaines de milliers de manifestants, on retrouve des personnes de tous les fronts de lutte (étudiants, enseignants, hospitaliers, cheminots, pompiers, monde de la culture, etc.). Et si une telle composition est beaucoup plus large que celle des manifestations du samedi, elle reprend les mots et certaines pratiques de lutte des Gilets jaunes, ce qui constitue leur véritable patrimoine et leur legs le plus précieux.

La multiplication des banderoles faites à la main et avec des slogans originaux est un exemple parmi d'autres de ces pratiques qui permettent de contourner le poids écrasant des ballons syndicaux. Du côté de l'éducation, chaque lycée ou collège vient avec sa propre banderole, le nom de l'établissement étant brandi comme un ancrage spécifique. Côté RATP, plusieurs lignes de métro ont également leurs propres étendards, ce qui donne tout son sens à leur présence dans un cortège autonome. Ce qui autrefois était une partie – même imposante – du cortège, est aujourd'hui devenu la manifestation tout entière. Avec un jeu de mots, nous pourrions pousser jusqu'à dire que le « cortège de tête » s'est transformé en « tête et cœur du cortège ». Le débordement du cadre classique de manifestation étant désormais général et produit par des dizaines de milliers de personnes, la question qui se pose aujourd'hui est celle d'une reconquête de parcours de manif plus incisifs, voire de dépassement de la forme-parcours elle-même, en allant chercher les responsables politiques dans les lieux du pouvoir et les beaux quartiers de la capitale.

On retrouve ici, comme dans les blocages, une détermination qui outrepasse les modalités classiques de la mobilisation sociale et des fédérations syndicales qui les perpétuent. Et si cette dynamique se prépare déjà depuis plusieurs mois, comme le montrait la grève victorieuse des cheminots de Châtillon, ou les luttes du secteur hospitalier et des pompiers, elle constitue désormais la grammaire politique de base de toute mobilisation. Jusqu'ici, la reconduction et la généralisation de la grève se sont clairement appuyées sur

[5] « L'État oppresseur est un mâle violeur. »

cet esprit d'autonomie et sur cette capacité d'initiative qui ont émergé en France depuis 2016 et qui ont connu avec les Gilets Jaunes un véritable grand bond en avant.

La Macronie en retraite

Pour espérer s'en sortir, le gouvernement Macron tablait sur une fracturation du front syndical au fur et à mesure des minuscules aménagements apportés à la réforme. Sauf que, pour le moment et de façon assez surprenante, les choses ne se passent pas comme prévu. À l'UNSA, une partie importante des bases syndicales reste sourde aux appels à la trêve et la CFDT elle-même ne s'est pas couchée après le premier tour de négociation.

Une question qui aura été posée depuis le début de la phase politique ouverte en 2016 aura été la mutation profonde du rôle des syndicats, la loi Travail étant censé renvoyer ces institutions à une simple fonction de négociation sectorielle, voire simplement au sein de chaque entreprise, alors que les bases, quant à elles, s'autonomisaient de plus en plus par rapport aux centrales et aux fédérations et assumaient des pratiques de lutte toujours plus offensives. Malgré le rôle joué jusqu'à présent par les directions syndicales, la séquence en cours confirme cette tendance. Ce sont en effet les grévistes qui – en lien avec plusieurs foyers de lutte – ont pris l'initiative politique dans ce mouvement, en étendant et en intensifiant les blocages économiques. Le non-départ de la CFDT du front syndical, après les déclarations provocatrices d'Édouard Philippe[6] , est belle et bien le signe des contradictions qui traversent le monde du travail et ses organisations : d'un côté l'existence d'un mouvement social de masse et autonome vis-à-vis des organes de « représentation du monde du travail » ; de l'autre côté, un exécutif farouchement indisponible à toute sorte de médiation sociale.

Les centrales syndicales se voient ainsi prises entre le marteau d'un pouvoir auto-référentiel et l'enclume d'un mouvement de masse qui porte sur une question aussi générale et cruciale que celle des retraites et qui, par conséquence, se structure autour de vastes couches de la société. Couches de la société qui ont vu depuis plus d'un an la puissance du mouvement des Gilets jaunes, mais qui ont aussi constaté l'hostilité des centrales vis-à-vis de cette force et de son irréductible résolution. Si de nombreuses bases syndicales n'ont pas attendu ce mouvement pour se positionner à l'intérieur de leurs organisations et contre les logiques des directions, le phénomène semble aujourd'hui prendre une ampleur inattendue et toucher les syndicats les plus enclins à la négociation rapide et les plus aptes à jouer, dans la discipline, leur rôle de partenaire social. Le mouvement de généralisation et de radicalisation de la grève peut donc être envisagé comme une belle occasion de recomposition politique.

À cet égard, il existe un sentiment commun qui relie Noël 2018 sur les ronds-points à celui de 2019 dans les gares et les piquets de grève : la résurgence du sentiment de fraternité qui fait de l'horizontalité une forme d'organisation, d'autonomie et de stratégie offensive. C'est une telle fraternité qui détermine un double mouvement de rupture et de réappropriation de la festivité, en interrompant la reproduction du Noël de la consommation marchande et de l'ordre étatico-familial et en réinventant une temporalité de

[6] La CFDT, qui s'oppose tout bonnement à l'âge pivot, se limite à défendre les travailleurs qui bénéficient d'une certaine sécurisation de l'emploi au détriment de la force de travail dont le parcours est plus aléatoire et précaire.

lutte festive et insurgeante. Si, à certains moments, nous avons continué à utiliser l'expression « bases syndicales », il nous paraît préférable de parler plus simplement de grévistes. Car la vieille dialectique entre les bases et les centrales est déplacée grâce à la jonction d'une multiplicité de dynamiques de lutte, qui non seulement refusent la forme même des négociations, mais la privent de sens. Au-delà de son usage rhétorique, c'est le sens profond du leitmotiv de « Noël : la grève appartient aux grévistes ». Comme à Noël dernier sur les ronds-points, pendant ces fêtes dans les gares, dans les piquets de grève et dans le mutualisme des caisses de grève, c'est la fraternité qui s'exprime comme une puissance collective et comme une ligne de démarcation entre l'ami et l'ennemi de classe. La fraternité est la source et la lymphe vitale de la détermination des ronds-points et des piquets de grève : nous irons jusqu'au bout.

Pour conclure, la réforme des retraites a fait office de catalyseur[7] pour un ensemble varié de colères qui s'expriment depuis plusieurs mois en France et qui est redevenu intensif depuis cet automne. Cette dynamique d'expansion des contestations contre Macron et son monde est désormais animée par une composition large et transversale. Avec la grève, elle a pris un caractère massif qui reconfigure les pratiques de lutte et qui véhicule des contenus politiques très importants. Macron, le fer de lance du néolibéralisme autoritaire en Europe, doit désormais faire face à des strates de révoltes qui se superposent les unes aux autres et qui pourraient se renforcer mutuellement.

La densité de ces trois dernières semaines est appelée à se prolonger, en réponse à la rigidité gouvernementale. D'ici la prochaine grande manifestation, le 9 janvier, les processus d'auto-organisation pourraient se consolider encore et venir nourrir la possibilité d'un soulèvement de grande ampleur. À cet égard, la vague assembléiste permet aussi de voir plus loin, et peut-être d'imaginer le mouvement s'installer dans la durée. Et puisque le projet de loi devrait être présenté au conseil des ministres fin janvier, puis devant le Parlement fin février, il est tout à fait possible que la contestation dépasse son projet initial de retrait de la réforme, et qu'elle atteigne des horizons inattendus.

Plateforme d'enquêtes militantes
(29 décembre 2019).
– *À contretemps* / Odradek /janvier 2020 –
[http://acontretemps.org/spip.php?article745]

[7] Voir, sur le site de Plateforme d'enquêtes militantes, « 5-6-7-8 : après les ronds-points, le grand pont ! » : http://www.platenqmil.com/blog/2019/12/02/5-6-7-8--apres-les-ronds-points-le-grand-pont